AUGMENTATION DU SNMG

Possible certes, mais dérisoire

L'augmentation du SNMG est, certes, possible, avec effet immédiat, et peut être pertinente politiquement mais ne saurait, cependant, excéder les 2 000 à 3 000 DA, au risque de pénaliser l'entreprise algérienne.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Au menu de la rencontre tripartite (gouvernement -patronat-Centrale syndicale), prévue dans quelques semaines, l'augmentation du SNMG ou salaire national minimum garanti continue de susciter des interrogations.

Si volonté présidentielle il y a de relever ce SNMG, actuellement à 12 000 DA, la faisabilité de la hausse reste néanmoins incertaine. En d'autres termes, est-il possible d'augmenter ce seuil salarial ? De combien ? Cette hausse est-elle pertinente économiquement ? A ces questions, les experts et les analystes économiques semblent converger dans leurs réponses.

Une question de productivité

Ainsi, le Dr Abdelhak Lamiri, économiste, universitaire et spécialiste en management, relève la corrélation entre salaire et productivité, ce que perçoit et produit hors hydrocarbures chaque Algérien.

Si d'un point de vue social, on peut évaluer le salaire d'un travailleur moyen en charge d'une famille de quatre personnes entre 25 et 30 000 DA, il en est autrement du point de vue de la logique économique.

Partant de cette logique, cet universitaire constate que l'Algérien produit pour seulement 8 à 9 000 DA, soit moins que l'actuel SNMG.

Pour cet expert, le relèvement du SNMG ne devrait pas dépasser les 3 000 DA, soit un seuil salarial de 15 000 DA. Car à moins d'une décision politique, d'un engagement de l'Etat, la capacité de financer une hausse conséquente des salaires reste incertaine en cas de chute des cours du pétrole.

En relevant que 30 à 40 % du SNMG est financé grâce à la rente pétrolière. Ainsi, la hausse du SNMG est possible mais jusqu'à un certain plafond, et pourrait être applicable immédiatement, dès janvier prochain.

La hausse, un rattrapage

Comme cette hausse du SNMG est possible immédiatement mais ne serait qu'un moyen de «corriger» l'inflation qui a cumulé jusqu'à 12 %, durant les deux dernières années. C'est ce que le consultant économiste Ali Harbi relève en estimant que le SNMG revalorisé ne saurait dépasser les 14 500 à 15 000 DA.

Pour ce consultant, la hausse escomptée n'est réellement qu'un «rattrapage» de la perte du pouvoir d'achat, d'autant que le dinar a fortement perdu de sa valeur (30 %) et que l'inflation réelle est supérieure à 5 %. Or, si la hausse du SNMG est décidée plus importante, Ali Harbi estime que le secteur économique ne pourra suivre, l'entreprise algérienne pâtira d'un problème de compétitivité, d'une structure de charges contraignante. Or, cette entreprise ne pourrait absorber plus de 10 % d'augmentation du SNMG et, selon cet expert, risque d'être «étouffée».

Photo : Samir Sid.

L'augmentation du SNMG au menu de la tripartite.

Pour ce consultant, l'Etat devrait soit accompagner l'entreprise par des mesures à même d'améliorer sa compétitivité ou d'augmenter le nombre des travailleurs de la Fonction publique, et donc de la masse salariale.

En notant qu'une telle hausse permettrait de compenser l'impact négatif des départs massifs à la retraite.

Seulement 5 000 DA d'augmentation, sinon….

Quant au professeur d'université et consultant international Abderrahmane Mebtoul, il estime que le SNMG pourrait augmenter de 5 000 DA, atteignant le seuil de 17 000 DA.

Même si d'aucuns plaident pour un salaire double, voire triple. Car tout triplement du salaire dans la conjoncture actuelle entraînerait, selon cet économiste, «une dérive inflationniste incontrôlable qui pénaliserait les couches sociales les plus vulnérables».

Selon le professeur Mebtoul, un SNMG au-delà de 18 000 DA semble non pertinent dans la mesure où la productivité en Algérie est l'une des plus faibles au monde, et que bon nombre d'entreprises ne pourraient pas supporter cette hausse des salaires.

Or, une augmentation de 5 000 DA nécessite, selon cet universitaire, une injection additionnelle annuelle de 300 milliards de dinars (4 milliards de dollars) dans la masse salariale.

Et tripler les salaires implique, note cet économiste, de multiplier par 5 ce montant, soit quelque 1 500 milliards de dinars. Ce qui pourrait être économiquement impossible, au regard de la situation des finances publiques.

Et le contexte ?

En somme, la hausse du SNMG est, certes, possible, avec effet immédiat et peut être pertinente politiquement et socialement, répondant à une velléité populiste. Mais elle ne saurait cependant excéder les 2 000 à 3 000 DA, voire les 5 000 DA.

Ce qui est dérisoire, d'autant qu'une augmentation plus conséquente risque, selon les experts, de pénaliser l'entreprise algérienne. Cela dans le contexte contraignant d'une économie encore dépendante de la rente pétrolière et d'une productivité faible et d'un montant de transferts sociaux supérieur à 10 % de la richesse nationale.

Mais aussi au regard d'une inflation maîtrisée mais encore importante et pouvant s'aggraver, d'un appauvrissement perceptible de la population et d'un partage toujours inégal des fruits de la croissance économique.

Eu égard aussi à la persistance d'un régime indemnitaire encore bridé, d'un management, une gouvernance tant économique que politique encore aléatoire, de réformes économiques et sociales encore inachevées et d'une lisibilité et visibilité elles aussi aléatoires.

C. B.

ILS ENVAHISSENT LES VILLES ET VILLAGES DU PAYS

Textiles et chaussures à bas prix, mais dangereux pour la santé

Les produits textiles et les chaussures commercialisés à Annaba et dans d'autres villes du pays, provenant en quasi-totalité des pays asiatiques, dont une grande majorité de l'ancien pays du Milieu, envahissent les rues et placettes de la ville.

Très prisés en raison de leurs prix défiant toute concurrence, ces vêtements, d'une qualité douteuse, ont déjà fait parler d'eux à plusieurs reprises ces derniers mois à Annaba, comme ailleurs dans d'autres contrées du pays. Démangeaisons, brûlures, apparition de boutons et autres problèmes sanitaires, principalement des affections cutanées, ont été soignés à Annaba, nous indiquent des sources médicales. En l'état actuel des choses, l'origine de ces maux n'a pas été clairement définie, mais on soupçonne fortement ces effets vestimentaires et ces chaussures à bas prix qui attirent une clientèle souvent de condition modeste. Mais il est aussi loisible, par les temps qui courent, de constater parmi les clients des revendeurs de produits étalés à même le sol, des familles ayant appartenu jadis à la classe moyenne, avant que cette dernière soit décimée par les coups de boutoir de la politique de libéralisation sauvage. Le résultat de cette politique a été vérifié sur le terrain : fermeture de dizaines d'entreprises, remerciement de milliers de travailleurs, une économie de bazar basée sur l'import tous azimuts de pratiquement tout ce qui est consommé par l'Algérien. Au même moment, le secteur national des textiles, cuirs et peaux se débat dans d'inextricables problèmes. Il ne cesse de lancer des cris de détresse pour ne pas agoniser. Les dégraissements successifs d'effectifs, poussés au départ volontaire avec un pécule insignifiant durant les années 1990 et même au-delà, ont jeté à la rue des personnes ayant occupé des postes de maîtrise, donc des cadres formant cette classe moyenne évoquée plus haut. Ce maigre pécule ayant été rapidement happé par l'inflation galopante, ces gens, déclassés, se sont retrouvés dans la catégorie des démunis. Aujourd'hui, autres temps, autres mœurs, pour joindre les deux bouts, ils font n'importe quel métier, pourvu qu'il y ait de la bouffe à la maison. Ils sont devenus taxieurs clandestins, gardiens de parkings et d'immeubles cossus, revendeurs de friperie, serveurs dans des restaurants, cafés et autres commerces. Il y en a même certains qui sont devenus des hommes de peine, faute d'avoir trouvé mieux.

Photo : Samir Sid.

Les vêtements made in China soupçonnés à l'origine de ces maux.

A. Bouacha